

METHODOLOGIE

| | | |
|---|--|----------|
|  | Evaluation réalisée lors de mission de terrain. | X |
|  | Evaluation réalisée lors d'entretiens téléphonique avec des informateurs clés. | |

L'évaluation rapide de l'OIM (Emergency Event Tracking, EET) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains des populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites terrain et/ou d'entretiens téléphoniques avec les informateurs clés des sites de déplacement ou des communautés d'accueil. Les informations sont ensuite recueillies dans les outils ERM. Ce rapport synthétique présente les résultats des évaluations réalisées du **4 – 9 juin 2024** à travers des **évaluations menées sur terrain avec les informateurs clés**.

RÉSUMÉ DE L'ALERTE

Depuis le 27 mai 2024, des violents combats entre les FARDC et le groupe M23 et leurs alliés dans le territoire de Rutshuru se sont rapprochés de l'agglomération de Kanyabayonga, situé à cheval des territoires de Lubero et Rutshuru. Des populations hôtes de villages de la zone de santé de Kibirizi en groupement de Kanyabayonga (villages de Lusuli Bulindi, Lusogha, Burindule, et Butalongola) dans le territoire de Rutshuru et ceux des communes rurales de Kanyabayonga et Bulotwa (territoire de Lubero) ainsi que les personnes déplacées déjà reçues dans les zones affectées ont été contraint de se déplacer vers les zones considérées comme relativement sécurées. Ces zones de refuge se trouvent territoire de Lubero dans les zones de santé de Kayna, Alimbongo, et Butembo; et dans le territoire de Walikale dans la zone de santé de Pinga (groupement d'Ikobo). Ces ménages déplacés ont été reçus en majorité dans les familles d'accueil ainsi que dans les centres collectifs. Les besoins humanitaires sont considérables dans l'ensemble des zones touchées et risquent de s'aggraver encore sans une action urgente.

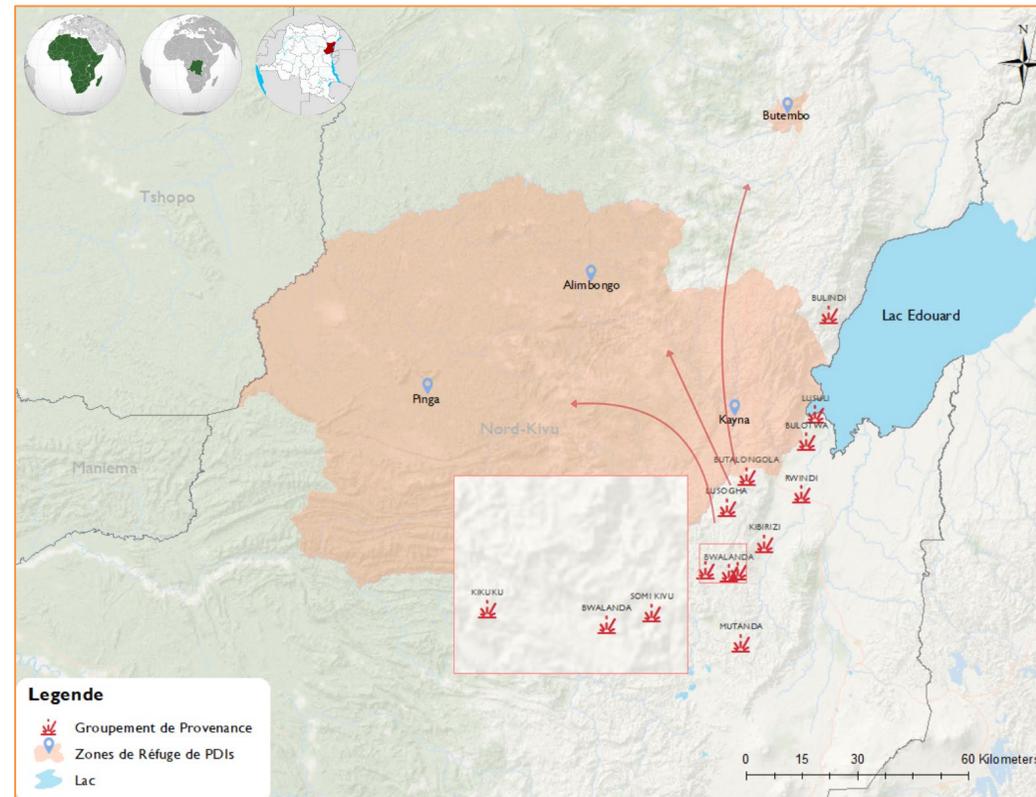
DONNÉES DÉTAILLÉES DU DÉPLACEMENT

| Zone de santé | Type de refuge | Ménages | Individus | Homme | Femme | Enfant <5 |
|---------------|----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Alimbongo | Comm. Hôte | 1 415 | 6 162 | 2 464 | 3 698 | 908 |
| Butembo | Comm. Hôte | 975 | 3 796 | 1 518 | 2 278 | 86 |
| Kayina | Centre. Coll. | 785 | 4 408 | 1 508 | 2 900 | 819 |
| Kayna | Comm. Hôte | 10 684 | 50 745 | 20 298 | 30 447 | 7 472 |
| | Centre. Coll. | 469 | 2 345 | 1 075 | 1 270 | 440 |
| Lubero | Comm. Hôte | 8 | 36 | 14 | 22 | 6 |
| Pinga | Comm. Hôte | 754 | 3 417 | 1 367 | 2 050 | 500 |
| | Centre. Coll. | 755 | 3 565 | 1 353 | 2 212 | 872 |
| TOTAL | | 15 845 | 74 474 | 29 597 | 44 877 | 11 103 |

DÉTAILS DU DÉPLACEMENT

DÉTAIL SUR LA ZONE ÉVALUÉE

| | |
|-------------|----------------------------------|
| PROVINCE | NORD-KIVU |
| TERRITOIRES | LUBERO WALIKALE |

PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES


OBSERVATION & ANALYSE

| | |
|---|---|
|  | <p>Les déplacements identifiés au cours de cette évaluation sont liés aux combats intenses entre le groupe armé M23 et les forces armées congolaises. La population déplacée comprend 15 845 ménages, soit un total de 74 474 individus répartis dans les territoires de Walikale et Lubero, y compris la ville de Butembo. Parmi eux, la DTM estime à 13 836 ménages (64 156 individus), les déplacés en familles d'accueil. À cela s'ajoutent 2 009 ménages (10 318 personnes) résidant dans des centres collectifs.</p> |
|  | <p>La capacité d'accueil des communautés hôtes est de plus en plus limitée et les personnes déplacées qui vivent dans des familles d'accueil et dans des centres collectifs sont exposées aux risques de surpopulation. Presque toutes les écoles, les églises et certains bureaux des zones de refuge abritent des personnes déplacées, ce qui les empêche de fonctionner normalement.</p> <p>La grande majorité de la population déplacée a été contrainte d'abandonner ses biens personnels et son matériel de travail en fuyant sa zone d'origine. Il y a donc un besoin aigu d'articles ménagers essentiels dans les zones de déplacement.</p> |
|  | <p>L'agriculture de subsistance, le travail journalier et le petit commerce (y compris la vente de charbon de bois) sont les principaux moyens de subsistance des ménages dans les zones touchées. Les personnes déplacées sont accueillies dans des villages qui souffrent déjà d'un accès limité aux approvisionnements, de la fluctuation des prix des denrées alimentaires et d'un accès restreint aux terres agricoles. La population déplacée, en particulier, est confrontée au problème supplémentaire des possibilités limitées de travail et d'activités de subsistance dans les zones de refuge.</p> <p>La détérioration de la sécurité dans la région pourrait non seulement provoquer de nouveaux déplacements, mais aussi limiter l'accès à l'assistance pour ceux qui en ont besoin, ce qui exercerait une pression supplémentaire sur des ressources et des infrastructures déjà limitées. Compte tenu de la vulnérabilité des populations touchées par les crises, la situation humanitaire reste alarmante.</p> |
|  | <p>Dans plusieurs des zones affectées, les activités scolaires ont été temporairement suspendues dans la plupart des cas en raison de l'occupation des salles de classe par les personnes déplacées et, dans certains cas, en raison de la détérioration de la situation en matière de sécurité. Les familles déplacées ont également indiqué qu'elles n'étaient pas en mesure de payer les frais de scolarité lorsqu'ils étaient disponibles.</p> |

OBSERVATION & ANALYSE

| | |
|---|---|
|  | <p>D'une manière générale, les personnes déplacées font état de difficultés importantes pour accéder aux soins de santé dans les centres de santé locaux, non soutenus par les ONG. Les informateurs clés rapportent que les personnes déplacées ont des difficultés à payer les coûts des soins médicaux, aggravés par une pénurie importante de médicaments et de produits médicaux affectant ceux qui ont les moyens de payer.</p> <p>Le paludisme, les infections respiratoires aiguës, les maladies gastro-intestinales et la malnutrition aiguë ont été fréquemment signalés chez les adultes de la zone évaluée depuis le début de la crise. Les informateurs clés signalent en outre l'absence d'acteurs humanitaires dans les zones de santé de Pinga et de Kayna à la suite de la détérioration de la situation sécuritaire.</p> |
|  | <p>L'accès à l'eau potable dans les zones de déplacement reste un défi majeur. Les informateurs clés font état d'un nombre insuffisant de points d'eau fonctionnels après l'arrivée des personnes déplacées dans ces zones, de longs délais d'attente et d'une absence de capacité de stockage de l'eau. L'insuffisance ou l'absence totale d'installations pour le lavage des mains a également été signalée dans les centres de santé, les écoles et d'autres lieux publics.</p> <p>L'infrastructure des douches est également largement insuffisante dans les communautés d'accueil et les centres collectifs, ce qui affecte à la fois les familles d'accueil et les personnes déplacées. La plupart des foyers de personnes déplacées n'auraient pas accès à des latrines, les installations sanitaires déjà limitées étant insuffisantes face à l'afflux de personnes déplacées. Les installations sanitaires existantes (latrines) sont souvent signalées comme ne fonctionnant pas ou mal, non privées et partagées entre les hommes et les femmes.</p> |
|  | <p>Face à la crise qui persiste dans la région, les populations locales et les personnes déplacées sont exposées à des risques importants en matière de protection, aggravés par la situation vulnérable de nombreux déplacés. Les informateurs clés font état de problèmes de protection particuliers concernant les enfants d'âge scolaire, notamment la délinquance juvénile, le vol, ainsi que les agressions sexuelles et la prostitution des mineurs.</p> |

Les activités de suivi des urgences de la DTM en RDC sont soutenues par :



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN